

Programme de Soutien à la Limitation des Mandats en Guinée



**LIMITONS
LES MANDATS
EN GUINEE**



www.agsp-guinee.org



TABLE DES MATIERES

- **CONTEXTE**
- **OBJECTIFS**
- **RESULTATS ATTENDUS**

1. SENSIBILISER PAR LE BIAIS DES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SUR RÉSEAUX SOCIAUX
2. DIFFUSION DES CAPSULES VIDÉOS RÉALISÉS AUPRÈS D'ACTEURS SOCIAUX POLITIQUES
3. LES RÔLES DES MÉDIAS TRADITIONNELS ET RÉSEAUX SOCIAUX DANS LA SENSIBILISATION
4. L'ORGANISATION DES FORAS REGIONAUX D'ÉCHANGE ET DE SENSIBILISATION AUTOUR DE LA LIMITATION DES MANDATS
5. DÉFENSE DE LA LIMITATION DES MANDATS FORAS RÉGIONAUX D'ÉCHANGE ET DE SENSIBILISATION
6. RECOMMANDATIONS DES ACTEURS SENSIBILISATION AUTOUR DE LA LIMITATION DES MANDATS
7. CONCLUSION ET IMPORTANCE DE LA LIMITATION DES MANDATS EN GUINÉE
8. ANNEXES

CONTEXTE GENERAL

Le troisième mandat d'octobre 2020, a été émaillé de convulsions sociales et politiques engendrées par des manifestations tenues par le FNDC, une coalition de partis politiques et d'organisations de la société civile ainsi que des citoyens engagés. Ce qui dénote une part de l'importance du sujet pour les acteurs sociopolitiques. D'autre part, d'une manière plus générale, les Guinéens sont également favorables à une limitation des mandats comme l'attestent les résultats du sondage de l'Association Guinéenne de Sciences Politiques réalisé en avril dernier, révélant que sur le nombre et la

durée du mandat présidentiel, 82,32% des Guinéens militent pour un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une seule fois. Outre cette tendance pour un quinquennat, c'est aussi une expression du rejet de toute forme de perpétuation des dirigeants au pouvoir à l'effet que seuls 8,66% de Guinéens sont pour une délimitation du mandat présidentiel.

Depuis le 5 septembre, une transition est ouverte en Guinée sous la direction du CNRD. Au nombre des activités prévues au chronogramme de la transition, l'écriture d'une nouvelle constitution. Cette activi-

té conformément à l'article 57 de la Charte de la Transition, est dédiée au Conseil National de la Transition qui a pour missions entre autres « d'élaborer et soumettre pour adoption, par référendum le projet de constitution ». C'est pourquoi l'Association Guinéenne de Sciences Politiques, initie le Programme de soutien à la limitation des mandats afin de faire des plaidoyers à l'organe législatif (CNT) afin de légiférer en faveur de la limitation des mandats politiques. Il s'agira par ailleurs, d'informer et éduquer les masses sur la question de la limitation des mandats.



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : Cette initiative a été réalisée grâce au financement du National Democratic Institute (NDI). Son contenu révèle de la seule responsabilité de l'AGSP.



OBJECTIFS

L'objectif général de ce programme consiste à sensibiliser et à former les jeunes et les femmes aux vertus de la limitation des mandats. D'une manière spécifique, ces audiences publiques serviront de cadres pour recueillir les avis des jeunes sur la question ainsi que sur d'autres sujets en lien avec la transition. In fine, le programme devra permettre la prise en compte de la limitation des mandats dans la nouvelle constitution ainsi que la prise en compte de la question par les citoyens pendant le

RÉSULTATS ATTENDUS

- Les jeunes et les femmes sont sensibilisés aux vertus de la limitation des mandats ;
- Les avis des jeunes et femmes sur la question de la limitation des mandats et les concepts soutenant la question sont recueillis ;
- Le principe de la limitation des mandats est pris en compte dans la nouvelle constitution par le Conseil National de Transition (CNT) et par les citoyens pendant le référendum.

Public cible et zones de réalisation des foras

Les leaders hommes et femmes, jeunes, sages, entrepreneurs, activistes politiques, sociaux et culturels, journalistes, ouvriers et artisans, membres des coopératives ou des groupements d'intérêt économique des communes de Kaloum, Matam, Ratoma, Matoto et les communes urbaines de Boké, Kindia, Mamou, Kankan et N'Zérékoré, sont concernés par la campagne de sensibilisation.

1. Sensibiliser par le biais des médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

Dans un contexte de transition fortement dominé par les communications publique et politique, eu égard au dissensus politique entre le gouvernement et l'opposition, les radios, les sites d'information et les télévisions sont de plus en plus usités à l'effet d'influencer de part et d'autre les publics. Ces espaces médiatiques traditionnels sont également des moyens d'expression des opinions. Cette tendance à recourir à

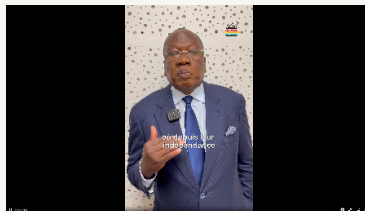
la radio notamment, s'expliquant par la forte audience des émissions de talk-shows et celles interactives, est renforcée par l'influence grandissante des médias sociaux subséquentement soutenue par la surconsommation des produits de médias par le biais du digital.

Selon une étude du CERF Guinée réalisée en 2020, 27,64% des populations guinéennes utilisent les réseaux

sociaux et au nombre de ceux qui suivent les réseaux sociaux et s'y informent, 82% le font via le réseau social Facebook. L'objectif de concilier la communication médiatique et digitale autour du programme de soutien à la limitation des mandats, s'inscrit dans la logique d'adapter les supports de communication et ainsi optimiser l'impact de la sensibilisation auprès des citoyens.

2. Diffusion de capsules vidéo réalisées auprès d'acteurs sociaux et politiques

Une dizaine de contenus vidéos sous forme de capsules d'une à deux minutes diffusées sur les pages Facebook, Twitter, Instagram et YouTube de la radio FIM FM et de l'initiative Limitons les mandats en Guinée, ont permis de toucher les publics connectés sur les réseaux sociaux. Aussi appréciés dans l'opinion que bénéficiant d'un fort engagement numérique, des acteurs sociaux, des politiques, des ambassadeurs, d'anciens Premiers ministres et des artistes ont pris part à la campagne digitale, assurant ainsi à celle-ci un engouement et une adhésion suscités. (Voir en annexe les liens des capsules et les métriques).



3. Les rôles des médias traditionnels et réseaux sociaux dans la sensibilisation

Objectifs

La campagne dans les médias a consisté à l'organisation de panels dans des émissions de grande écoute sur la radio FIM FM et sur ses déclinaisons numériques sur le thème de la limitation des mandats. Les émissions "Djittidiren", "Au fil de la transition", "Talk politique", "Denteguet", "Mirador", "Fim digital", ont connu la participation des chercheurs de l'Association Guinéenne de Sciences Politiques, des think tank Perspectives Guinée et CERF Guinée.



4. L'organisation des foras régionaux d'échange et de sensibilisation autour de la limitation des mandats

A la suite de l'étape de réalisation des capsules vidéos et émissions diffusées sur les médias traditionnels et les réseaux sociaux, l'organisation des foras en août dernier dans les communes de la capitale Conakry et les communes urbaines des chefs-lieux des régions administratives, était une étape cruciale qui a touché directement les populations des villes à travers la participation des leaders (hommes et femmes, jeunes, sages, entrepreneurs, activistes politiques, sociales et culturels, journalistes, ouvriers et artisans, membres des coopératives ou des groupements d'intérêt économique...).

Dans l'ensemble des villes, 168 leaders ont participé aux foras. Les vingt (20) participants de chaque forum ont analysé la situation politique actuelle de la Guinée avant d'exprimer leur position sur la question de la limitation des mandats (volet quantitatif). Le volet qualitatif a porté sur les commentaires lors des échanges et discussions entre les principaux acteurs sur les raisons « de limiter ou ne pas limiter les mandats ».



Tableau de répartition des participants au foras selon la zone, le sexe et la tranche d'âge

ZONE CIBLE	EFFECTIFS PAR ZONE	HOMME	FEMME	TRANCHE D'ÂGE				
				18 à 35 ans	18 à 35 ans	18 à 35 ans	18 à 35 ans	18 à 35 ans
KALOUM	17	8	9	14	2	1	0	17
MATAM	19	9	10	10	5	3	1	19
MATOTO	18	11	7	4	12	2	0	18
RATOMA	18	10	8	6	10	2	0	18
BOKÉ	12	8	4	0	5	7	0	12
KINDIA	20	10	10	0	20	0	0	20
MAMOU	15	9	6	1	13	0	1	15
KANKAN	11	6	5	0	11	0	0	11
N'ZÉREKORÉ	19	11	8	3	14	2	0	19
TOTAL	149	82	67	38	98	17	2	149

Il apparaît dans ce tableau que les femmes représentent moins de la moitié, soit 44,9% sur l'ensemble. Les citoyens âgés de 18 à 35 ans représentent 25,5% ; ceux compris entre 36 à 50 ans sont les plus nombreux, soit 61,7%. 11, 4% sont âgés de 51 à 68 ans. Enfin, 1,34% ont plus de 68 ans.

5. Défense de la limitation des mandats foras régionaux d'échange et de sensibilisation

Les participants qui s'opposent à l'extension des mandats restent les plus nombreux soit **89%** contre **11%**. Pour eux, si les dirigeants tentent de contourner la limitation des mandats, c'est parce qu'ils croient pouvoir le faire. Ils estiment que les normes et les restrictions institutionnelles en place ne sont pas assez solides pour les empêcher de conserver le pouvoir et que les élus sortants sous-estiment parfois l'adversité déterminée à main-

tenir la limitation des mandats.

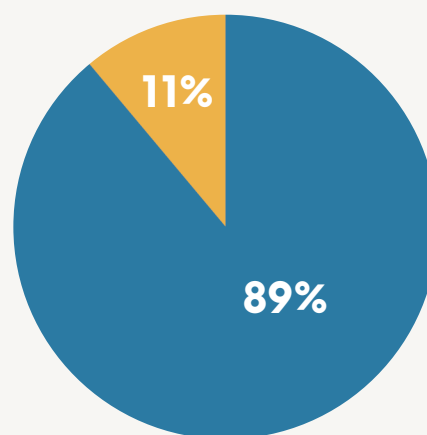
L'affirmation des Guinéens pour la limitation des mandats comme au cours de ces foras est intemporel en raison qu'en avril 2022, **82,32%** des Guinéens militaient pour un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une seule fois. Ce plébiscite de la limitation même pour Ceux d'entre eux qui militent en faveur de la délimitation des mandats évoquent plutôt des raisons d'inadéqua-

tion de la notion de "Limitation des mandats" avec les valeurs africaines ; les couts onéreux des processus électoraux ainsi que l'exacerbation de la question ethnique pendant les élections.

La limitation des mandats bénéficie directement aux citoyens parce que promouvant les valeurs de :

• Respect des droits de l'homme, la stabilité, la justice indépendante :

En bafouant le principe de limitation des mandats, la population se voit exposé aux multiples **manifestations violentes** initiées par **les organisations de la société civile, les partis politiques de l'opposition et autres mouvements de protestation** contre l'extension des mandats. Ces situations ont engendré des arrestations et emprisonnements, des tueries, des intimidations, des privations de libertés publiques, de droits politiques et sociaux, ainsi que de graves atteintes à la liberté de la presse... Les innombrables violations des droits de l'homme et libertés publiques mettent l'appareil judiciaire dans des situations souvent inconfortables.



Contre la limitation

Pour la limitation

- **L'égalité de chance, la diversité des opinions, les idées nouvelles :**

La Démocratie suppose la possibilité de mobilité sociale, ne pas limiter les mandats, c'est programmer l'exclusion de personnalités ou classes politiques portant de nouveaux projets et de nouvelles idées pouvant favoriser le développement et le progrès du pays. La justice sociale ou l'équité sociale en Guinée permettrait

à tous les citoyens ayant les mêmes talents d'accéder à des positions sociales identiques dans l'administration publique par exemple. Cependant, ceux qui sont moins avantagés peuvent être traités différemment et aidés, pourvu que cela soit à leur bénéfice et dans l'intérêt de tous.

- **La bonne gouvernance économique, la lutte contre la corruption et le développement :**

Les participants pensent la bonne gouvernance économique comme l'ensemble du système d'institutions, de procédures et de réglementations qui forment le cadre de l'activité économique. Les principes de transparence, de responsabilité, de

non-discrimination, d'efficacité, de participation et d'état de droit. Pour ces acteurs, les principes sont importants, non seulement pour le secteur public, mais aussi pour l'économie privée : l'économie gagne en stabilité, les conditions-cadres sont plus prévisibles, les institutions sont renforcées et leur contribution positive envers la société est mieux reconnue. La lutte contre la corruption voit ses chances s'améliorer. Une bonne gouvernance économique est donc un élément es-

sentiel pour lutter contre la pauvreté. Elle favorise l'investissement et crée ainsi des emplois. Ces bonheurs pour bon nombre ne peuvent être atteints en Guinée que dans la stabilité politique. Le pays dispose suffisamment de ressources minières et agricoles, une variété climatique et de végétation qui pourraient bien procurer du bonheur à tous les Guinéens.

- **La participation politique et l'émulation démocratique :**

Les citoyens militant pour la limitation des mandats en Guinée prônent le renforcement de l'Etat de droit, gage de la tenue de processus électoraux sincères et crédibles favorisant l'alternance démocratique.

Cependant, le sens de partage et d'inclusion favoriseraient la stabilité politique et Institutionnelle gage de l'indépendance des institutions en Guinée.

Depuis 2010, plusieurs élections sont organisées en Guinée avec un minimum de confiance dans l'organe

de gestion électoral. Les citoyens participent efficacement aux processus électoraux, c'est la violation des lois qui régissent l'activité politique et électorale par les acteurs politiques qui a conduit à la transition militaire. Cette tragédie marque un grand recul démocratique.

6. Recommandations des acteurs de sensibilisation autour de la limitation des mandats

Les échanges dans les foras régionaux, sur les plateformes socio numériques et dans les différentes émissions durant les étapes de la campagne autour de la limitation des mandats ont abouti à de fortes propositions et recommandations qui ont mis l'accent sur les rôles des acteurs nationaux et internationaux. Ces recommandations sont entre autres :

Rétablir la limitation constitutionnelle des mandats en Guinée et Renforcer la règle selon laquelle les réformes constitutionnelles ne réinitialisent pas le décompte de la limitation des mandats.

La réforme constitutionnelle tenue en 2020c par le président Alpha Condé l'ayant permis de rempiler avait pour conséquence le contournement de limitation des mandats, pendant que la constitution de 2010 en érigeait la limitation au nombre des intangibilités. Ce tour de passe-passe lui avait permis d'apporter des correctifs techniques à une constitution puis de revendiquer la nécessité de prolonger son mandat.

De telles interprétations n'ont pas de base légale aux yeux des instances judiciaires indépendantes et ont contribué à la multitude de violences observées depuis quelques années. Une telle forme de justification devrait être rejetée sans équivoque dans le discours national sur la limitation des mandats. Tant que ce n'est pas le cas, la Guinée pourrait être probablement être exposé à d'autres contestations et conflits qui pourraient affaiblir les institutions du pays. Des résolutions de l'Union africaine et des communautés économiques régionales renforçant explicitement les normes de limitation des mandats seraient précieuses pour réaffirmer leur application. Ces normes doivent alors être mises en valeur par des médias indépendants, des groupes de la société civile et des leaders d'opinion dans le cadre d'un processus de renforcement d'une culture démocratique et d'une compréhension collective de ce qui constitue des règles du jeu « normales » concernant les mandats présidentiels.

Une vigilance continue des acteurs

national pour le respect de la limitation des mandats.

Le rejet de la réforme constitutionnelle proposée par Alpha Condé le perpétuant au pouvoir incarné à l'époque par le Front National de Défense de la Constitution (FNDC) ainsi que par les acteurs politiques, constitue une dynamique à perpétuer. Les méfaits du contournement de la limitation des mandats devraient désormais alerter l'ensemble du corps social, du personnel politique et de la communauté internationale en vue d'une synergie actionnelle. Étant donné que les contournements de la limitation des mandats ont abouti à plusieurs violations, la vigilance aux premiers signes d'érosion est vitale pour signaler à un élu les dangers qui en découlent. Une telle vigilance contribuera également à mobiliser le soutien de l'opinion publique sur les tentatives de confiscation du pouvoir politique.

Sensibiliser sur l'importance de la limitation des mandats.

Afin que le public rejette l'effritement dû à l'extension des mandats, il doit comprendre les conséquences négatives liées au fait que des dirigeants cherchent à conserver le pouvoir. Cette prise de conscience ne doit pas être considérée comme acquise, puisqu'en Guinée où l'alternance démocratique n'est pas bien établie, les citoyens peuvent n'avoir connu que peu de président. Les médias, les associations professionnelles, le secteur privé, les chefs religieux, les groupes de jeunes et les organisations de la société civile doivent comprendre la relation entre les mandats présidentiels prolongés et la détérioration de la qualité de la vie civique et de l'environnement d'investissement au sein d'un pays. Les mandats présidentiels prolongés entraînent des conséquences négatives

de grande envergure pour les intérêts de chacun de ces groupes. En sensibilisant de manière proactive à cette prise de conscience au sein de leurs zones d'action respectives, ces groupes peuvent être plus efficacement mobilisés afin de protéger et/ou rétablir la limitation des mandats.

Reconstruire les normes régionales sur la limitation des mandats.

À plusieurs reprises dans le passé, l'Union africaine, ainsi que les organes de coordination régionaux en Afrique de l'Ouest, ont adopté une position ferme en soutenant le maintien de la limitation des mandats, conformément à la Charte de l'UA de la démocratie, des élections et de la gouvernance, signée par 46 pays. Ces dernières années, reflétant à la fois les changements de leadership dans ces organes et le recul démocratique plus général en Afrique, ces organisations régionales sont devenues moins proactives dans la défense des normes démocratiques. Inverser cette posture sera vital pour faire évoluer les normes régionales entourant la limitation des mandats et la crédibilité de ces organisations elles-mêmes. Parmi les coûts de réputation découlant du non-respect de leurs propres valeurs déclarées figure le fait que l'UA n'est pas prise au sérieux sur la scène mondiale.

C'est cette réputation d'inaction et d'indifférence au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA),

qui a précédé l'UA, qui lui a valu des railleries telles que « Club des dictateurs », conduisant finalement à sa dissolution. Cela dit, étant donné le nombre de dirigeants africains qui ont eux-mêmes contourné la limitation des mandats, il est peu probable que la réforme soit initiée par les chefs d'État eux-mêmes. Au contraire, comme pour la poussée des réformes démocratiques et comme pour les réformes liées à la limitation des mandats en Afrique dans les années 1990, l'impulsion pour le changement devra probablement venir de la société civile, du secteur privé et des professionnels de la classe moyenne.

“
Le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) : un mouvement face à un régime autoritaire
”

Vincent Foucher, M. Tangi Bihan,

Soutien à la société civile.

Les acteurs internationaux doivent désormais s'engager à soutenir les organisations de la société civile qui résistent à la négation de leurs droits démocratiques. Ces actions internationales peuvent également signaler aux élus que la décision de prolonger leur mandat aura des coûts. Plus un élu utilise des tactiques répressives pour faire taire les dirigeants de l'opposition, les médias ou les acteurs de la société civile, plus les acteurs internationaux doivent intensifier rapidement leur engagement. Cette escalade peut prendre la forme d'expressions privées de préoccupation et de déclarations publiques de désapprobation, ainsi que de sanctions contre les dirigeants et leurs familles, du refus de diverses formes d'assistance et du retrait de la reconnaissance d'un gouvernement. Reconnaisant que les élus au pouvoir agissent probablement avec la conviction que la condamnation internationale passera avec le temps, les acteurs démocratiques internationaux devront soutenir et amplifier

leur désapprobation s'ils veulent être pris au sérieux.

Renforcer les institutions de contrôle.

L'effort des élus pour rester au pouvoir au-delà de leurs mandats constitutionnels est essentiellement un défi aux freins et contre-pouvoirs d'un gouvernement démocratique. C'est l'équivalent d'un président sortant qualifiant de bluff la capacité des institutions démocratiques d'un pays à le forcer à partir. Pour la promotion de la démocratie en Guinée, les acteurs démocratiques internationaux doivent investir dans le renforcement des institutions démocratiques qui seront chargées de se prononcer sur tout le processus électoral. Les institutions prioritaires à cibler sont : les organes législatifs, les organes de gestion électorale, les magistratures indépendantes, la presse libre et la société civile - pour mener des comptes parallèles des voix qui soient crédibles, entre autres.

Enquêtes indépendantes sur la fraude électorale.

Si les efforts visant à contourner la limitation des mandats devaient aboutir à une élection frauduleuse, les acteurs internationaux, en coordination avec les organismes régionaux, doivent soutenir des enquêtes indépendantes sur ces processus électoraux. Des audits électoraux seraient justifiés pour d'autres élections, dans les cas de contournement de la limitation des mandats. Une telle « autopsie » indépendante des élections peut conduire à des recours juridiques, tels qu'une nouvelle organisation des élections réduisant ainsi l'instabilité et les préoccupations persistantes concernant l'illégitimité.

Proclamation d'un coup d'État rampant.

Si un élu sortant persiste à contourner la limitation des mandats pour s'assurer le résultat d'élections frauduleuses, les acteurs régionaux et internationaux doivent qualifier cette action de « coup d'État rampant » et mettre en œuvre des protocoles compatibles avec les autres proclamations de coup d'État. Entre autres choses, cette action impliquerait de révoquer la reconnaissance des dirigeants qui sont restés au pouvoir par des moyens extrajudiciaires, de supprimer toute aide non humanitaire,

de travailler avec le comité d'accréditation des Nations Unies pour bloquer toute représentation ultérieure, et de refuser au gouvernement la faculté d'un emprunt souverain.

“
La limitation des mandats présidentiels est la clé du progrès démocratique et de la sécurité en Afrique
”

www.africacenter.org
Africa Center For Strategic Studies

7. Conclusion et importance de la limitation des mandats en Guinée

L'histoire politique du pays nous enseigne que les précédents dirigeants, qui ont été adulés par nos populations, ont eu l'influence et le contrôle des ressources, ont également eu du mal à s'éloigner de cette atmosphère envoûtante, même ce qui ont à l'origine accédé à la magistrature suprême du pays par des moyens légitimes. Cela a été un choix volontaire pour eux de s'accrocher au pouvoir.

L'essence de la limitation des mandats, cependant, est que la décision de quitter son poste n'est pas laissée à la discrétion de la personne qui a de si fortes motivations à rester. Au lieu de cela, la limitation des mandats facilite le processus d'alternance, ce qui en fait un rituel bureaucratique inéluctable. Le renforcement des processus institutionnels entourant le respect de la limitation

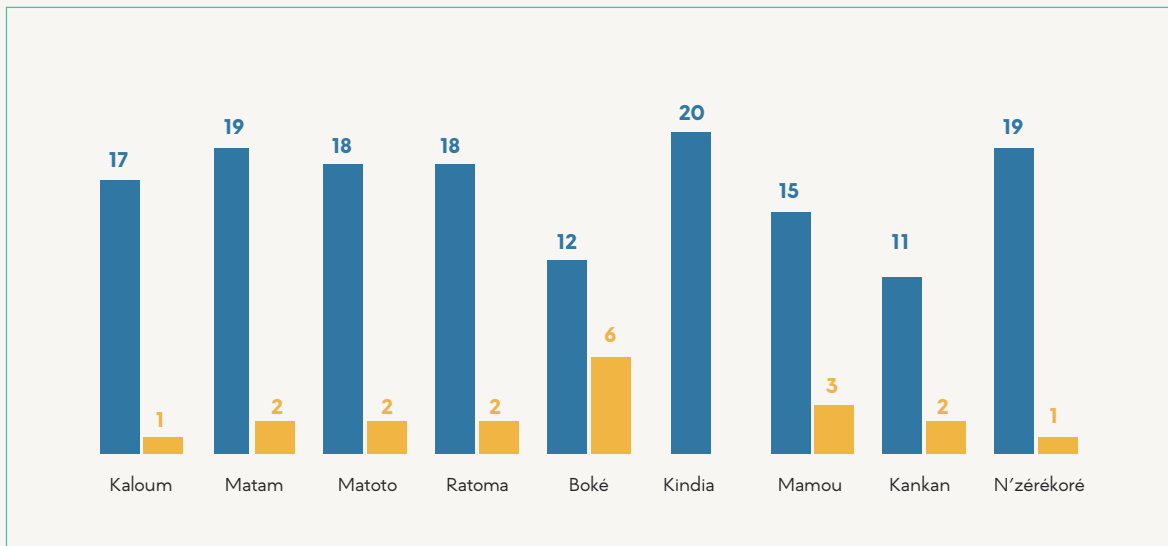
des mandats est donc une étape essentielle pour la construction d'une démocratie viable et durable.

En Guinée, comme dans bon nombre de pays africains, le défi est d'autant plus difficile à relever qu'on hérite de la tradition des hommes forts et de la faiblesse des facteurs de limite et des contrepoids institutionnels sur le pouvoir exécutif. Tant que les leaders croient pouvoir contourner ces contraintes perçues comme peu limitatives, ils continueront d'essayer. Cependant, le coût pour leurs sociétés est élevé. Les dirigeants qui restent en poste pendant de longues périodes ont tendance à avoir des effets écrasants sur leur pays, en termes de niveaux plus élevés de corruption, de réduction des libertés civiles, de développement réduit et de conflits. En plus de ces coûts, les dirigeants de longue date

qui dépendent d'armées politisées risquent d'être évincés par l'élite militaire, comme ce fut le cas en Guinée en 1984, 2008 et récemment en 2021. Ainsi, les structures de pouvoir exclusives créées par les dirigeants qui échappent aux limitations des mandats finissent par se retourner contre eux, tandis que les structures elles-mêmes persistent. Une telle trajectoire présente un sombre avenir démocratique pour les sociétés africaines. Inverser la récente spirale de destruction de la limitation des mandats en Afrique doit donc devenir un impératif pour les défenseurs de la démocratie sur le continent et au niveau international.

ANNEXES

Annexe 1: Graphique *Pour ou contre la limitation selon les villes



Annexe 2:

Equipe projet



KABINET FOFANA
Equipe de coordination



ABDOULAYE SIDIBE
Equipe de coordination



JONAS T. SOROPOGUI
Réalisateur des capsules vidéos



ABD. OURY DIALLO
Chargé des réseaux sociaux

EQUIPE DE REALISATION DES FORAS

ABDOULAYE SIDIBE

ANIMATEURS DES FORAS DANS LES COMMUNES DE CONAKRY

KABINET FOFANA - ABDOULAYE SIDIBE

ANIMATEURS DES FORAS DANS LES VILLES À L'INTÉRIEUR DU PAYS

KINDIA - KABINET FOFANA
BOKÉ - ABDOULAYE SIDIBE
MAMOU - LOUGHOUANE DIALLO
KANKAN - MOHAMED SLEM CAMARA
N'ZÉRÉKORÉ - SIBA TOUPOU

MEDIA PARTENAIRE POUR LA REALISATION DES EMISSIONS

FIM FM

Annexe 3 :

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE POUR LA RÉALISATION DES FORAS RÉGIONAUX

SOMMAIRE

A. Points Clés à Retenir

B. Introduction [10 minutes]

1. Situation générale en Guinée [30 minutes]

2. Sujets d'importance : [30 minutes]

3. Conclusion (5 minutes)

- **L'analyse après le forum**

A. POINTS CLÉS À RETENIR

PRÉPAREZ-VOUS À UN FOCUS GROUPE - LISEZ ENCORE VOTRE GUIDE DE FOCUS GROUPES AVANT DE COMMENCER L'ANIMATION.



1. Assurez-vous que la salle ou l'endroit est bien disposé afin que tout le monde puisse participer :
 - Pouvez-vous voir tout le monde dans la salle ?
 - Pouvez-vous entendre tout le monde dans la salle?
2. Le groupe de discussion doit compter quinze participant (e)s.
3. S'assurer que les participants sont confortablement assis dans une position et à un endroit où ils peuvent s'entendre.
4. Présentez-vous et expliquez que c'est une recherche menée avec l'appui du NDI et que les résultats des groupes de discussion seront partagés pendant un forum public dans la région en novembre prochain afin que les partis politiques puissent prendre note des priorités des citoyens et les inclure dans leurs plateformes/projets de société. Un plaidoyer sera également adressé aux autorités publiques pour une prise en compte des besoins prioritaires des citoyens.
5. Demandez aux participants de se présenter.
6. Dites aux participants que la rencontre prendra au plus, deux heures.
7. Rappelez aux participants que c'est une recherche. Dites-leur également qu'elle est anonyme. – vous ne mentionnez pas leurs noms.
8. Insistez sur l'importance de la participation de chacun.

B. INTRODUCTION (10 minutes)

SOUHAITER LA BIENVENUE AUX PARTICIPANTS. PRÉSENTEZ-VOUS ET DEMANDER À CHACUN DE SE PRÉSENTER. EXPLIQUEZ ENSUITE LES OBJECTIFS DU FORUM.



« Nous organisons ce forum en vue de pouvoir échanger avec vous autour des vertus de la limitation des mandats. Les résultats obtenus seront restitués et partagés avec les responsables les autorités publiques et plaider pour leur prise en compte, dans la nouvelle constitution ainsi que la prise en compte de la question par les citoyens ».

Demandez aux participants s'ils comprennent les objectifs du forum. Si non, expliquez-leur encore en utilisant la langue appropriée.

Expliquez les règles de la discussion :

- Demandez aux gens de parler clairement afin que leurs voix soient entendues.

Rappelez aux participants que :

- Il n'existe pas de bons ou de mauvais avis ;
- Chacun a le droit de s'exprimer dans le respect du temps du parole accordé à tous ;
- Les participants représentent leurs concitoyens ;
- Relaxez-vous – ce sera une expérience intéressante.

1. SITUATION GÉNÉRALE EN GUINÉE (30 MINUTES)

« POUR COMMENCER, JE VOUDRAIS AVOIR VOTRE OPINION DE LA SITUATION GÉNÉRALE. »

• Que pensez-vous de la situation socio-politique de la Guinée ?

Cette question introductive doit permettre aux participants de donner leurs points de vue sur la situation d'ensemble du pays. Vous pouvez préciser en les amenant à apprécier le contexte politique et son impact sur la vie des gens. Il s'agit de les amener à donner leur perception sur 3 ou 4 points majeurs.

- DISCUTER. DEMANDER À CHAQUE PARTICIPANT CE QU'IL PENSE.

• Que pensez-vous de la limitation des mandats en Guinée ?

Il est question d'indiquer comment les participants acceptent ou désapprouvent le concept. Reformuler pour permettre aux participants de donner leur point de vue concernant leur expérience de la vie démocratique autour de la thématique.

- DISCUTER. DEMANDER À CHAQUE PARTICIPANT CE QU'IL PENSE.

Il est question d'indiquer comment les participants acceptent ou désapprouvent le concept. Reformuler pour permettre aux participants de donner leur point de vue concernant leur expérience de la vie démocratique autour de la thématique.

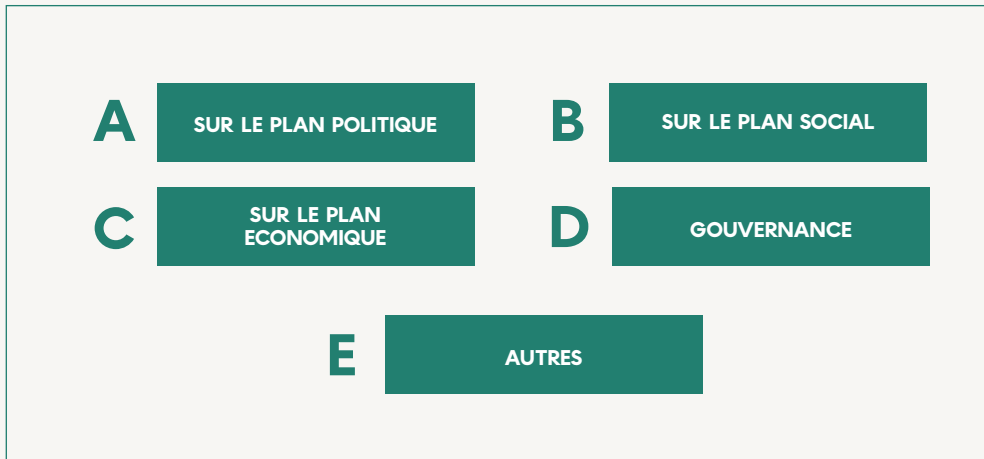
2. SUJETS D'IMPORTANCE (30 MINUTES)

• Maintenant, Nous aimerons discuter avec vous sur quelques avantages propres relatifs à la limitation des mandats en Guinée. Veuillez-nous dire lesquels des avantages sont pour vous prioritairement importants.

Pour mieux répondre à cette question, veuillez tenir compte des opinions fournies à la suite des premières questions abordées au cours de cet entretien.

Parmi ces avantages domaines ci-dessous énoncés, j'aimerais que vous en choisissiez (4) qui sont pour vous les plus importants.

Domaines de compétence des communes



En fonction de la salle où se déroule la discussion, organiser et agencer les propositions d'idées sur une grande feuille, un tableau ou un cahier.

Invitez les participants à se lever et à placer deux marques sur la liste. Ils peuvent voter deux fois pour une option ou choisir deux questions différentes : partagez des feutres.

Sur le sujet ayant été le plus choisi, relancer : Pourquoi _____ est important pour vous ?

Répétez pour toutes les 3 priorités primaires.

• Que recommanderiez-vous comme mesure pour le respect de la limitation des mandats ?

Il s'agit de relever des propositions concrètes découlant des points notés dans les questions précédentes. Énumérez 3 à 5 points de consensus.

- DISCUTER. DEMANDER À CHAQUE PARTICIPANT CE QU'IL PENSE.

3. CONCLUSION (5 MINUTES)

Résumez brièvement les 3-5 principales préoccupations soulevées sur la situation générale du pays et les 3-5 perceptions de la gestion des autorités élues.

Remerciez les participants pour leurs contributions.

Expliquez-leur encore que leurs noms ne soient pas révélés.

Dites-leur que les échanges et informations similaires **d'autres foras seront recueillis et résumés dans un rapport** qui sera transmis lors de plaidoyers.

L'ANALYSE APRÈS LE FORUM

Après chaque forum, vous devez prendre du temps à réfléchir aux thématiques principales de la discussion.

QUELS SONT LES COMMENTAIRES LES PLUS RÉCURRENTS QUI VIENNENT LE PLUS SUR CHAQUE THÈME OU PRÉOCCUPATION ?

Voici en bas quelques questions pour vous aider à faire le sommaire de vos notes pour chaque forum. Une fois que vous avez répondu aux questions ci-dessous pour chaque forum, vous pourrez combiner les résultats de tous les foras dans le rapport final.

QUESTIONS

Situation générale de la Guinée

a. Préoccupations

- Quelles-ont été les priorités primaires de ce forum ?
- Pour chacune de ces priorités, quels points importants ont été soulevés ? (5)

b. Préoccupations

- Prenant l'exemple de la première priorité, quelles-ont été les recommandations clés pour améliorer la situation qui a été soulevée ?
- Répétez pour toutes les priorités primaires.

Annexe 4 : Vers les références (liens capsules vidéo, les articles et les comptes rendus, quelques photos des différents évènements)

LES LIENS VERS LES CAPSULES VIDÉO SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX SONT LES SUIVANTS :



<https://fb.watch/m8CUksgfqX/?mibextid=qC1gEa>



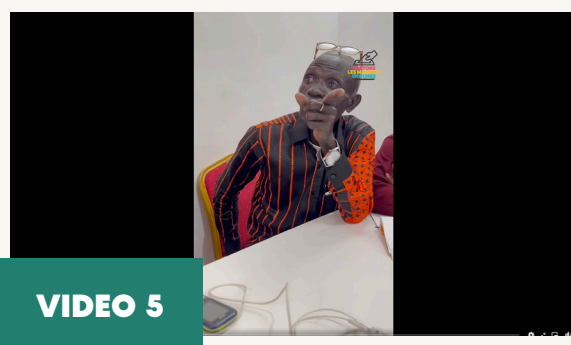
<https://fb.watch/mMp-AgX8B8/?mibextid=cr9u03>



<https://fb.watch/mMq3jU3j4i/?mibextid=cr9u03>



<https://fb.watch/mMq4qLoC08/?mibextid=cr9u03>



<https://fb.watch/mMq5rlibmd/?mibextid=cr9u03>

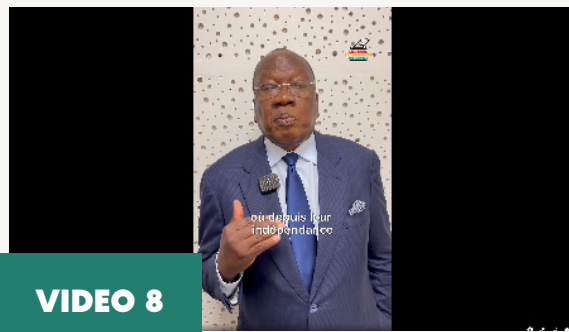


<https://fb.watch/mMq81mMq0J/?mibextid=cr9u03>



VIDEO 7

<https://fb.watch/oIXAbweHSY/?mibextid=HSR2mg>



VIDEO 8

<https://fb.watch/oIXQ6iq8Ks/?mibextid=K8Wfd2>



VIDEO 9

<https://www.facebook.com/kabi.fofana/videos/781776807076672/?mibextid=HSR2mg>

LES LIENS VERS LES ARTICLES ET LES COMPTES RENDUS DES RENCONTRES SONT LES SUIVANTS :

1

[L'association guinéenne de sciences politiques plaide pour la limitation des mandats]

<https://avenirguinee.org/la-limitation-des-mandats-au-coeur-dune-rencontre-a-conakry/>

2

[Comment l'Association Guinéenne de Sciences Politiques plaide pour la limitation des mandats]

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230721-comment-l-association-guin%C3%A9enne-de-sciences-politiques-plaide-pour-la-limitation-des-mandats>

3

[Des acteurs socio-politiques échangent sur la limitation des mandats en Guinée]

<https://billetdujour.com/index.php/guinee-limitation-des-mandats-des-acteurs-socio-politiques-echangent/?fbclid=IwARIXPPN1s-H7Dc68LUrWp4iocBFEzuDIMqLBSOsOLqpDpqbiittjhxRtKeA>

4

[Dix questions d'alternance politique au politologue Kabinet Fofana]

<https://lelynx.net/2023/08/dix-questions-dalternance-politique-au-politologue-kabinet-faux-fana/?fbclid=IwAR2bw-xuAipWzk7dJC-tWqQCki8tx0Y41osfxk6tGlQ2lAnCwK2nmthot4>

5

[Limitation de mandat : Abdoulaye Sidibé de l'AGSP parle des Foras !]

<https://fimguinee.com/actualite/limitation-de-mandat-abdoulaye-sidibe-de-l-agsp-parle-des-foras>

6

Madame Kadija Bah, présidente de G+

<https://fb.watch/n2VeglAsgL/?mibextid=cr9u03>

7

François Louceny Fall, président du Parti #UNPG milite pour la limitation des mandats en Guinée.

<https://fb.watch/n2Vi2oG7Ys/?mibextid=cr9u03>

8

Aliou Bah « L'alternance est un oxygène de la démocratie »

<https://youtu.be/oVfRdS9LI8A?si=quNIC2E-vExolb-tS>

9

SEM FITRELL Troy, Ambassadeur des USA en Guinée encourage la Guinée à limiter les mandats

<https://youtu.be/xm-VeBuhGmo?si=7bTDSsEn-ryfHOjLU>

10

l'AGSP, s'inscrit dans la logique donc de travailler à l'érection d'une opinion publique rétive à l'idée de la perpétuation des acteurs politiques au pouvoir.

<https://fb.watch/nbj9XAkxCM/?mibextid=j8LeHn>

